



Le 15 août 2023

August 15, 2023

**ORDONNANCE
REQUÊTE**

**ORDER
MOTION**

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA/CANADIAN BROADCASTING CORPORATION, LA PRESSE INC., COOPÉRATIVE NATIONALE DE L'INFORMATION INDÉPENDANTE (CN21), LA PRESSE CANADIENNE, MÉDIAQMI INC. ET GROUPE TVA INC. c. SA MAJESTÉ LE ROI ET PERSONNE DÉSIGNÉE

-et entre-

PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. c. SA MAJESTÉ LE ROI ET PERSONNE DÉSIGNÉE

-et-

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA/CANADIAN BROADCASTING CORPORATION, LA PRESSE INC., COOPÉRATIVE NATIONALE DE L'INFORMATION INDÉPENDANTE (CN21), LA PRESSE CANADIENNE, MÉDIAQMI INC., GROUPE TVA INC. ET LUCIE RONDEAU, EN SA QUALITÉ DE JUGE EN CHEF DE LA COUR DU QUÉBEC
(Qc) (40371)

CANADIAN BROADCASTING CORPORATION/SOCIÉTÉ RADIO-CANADA, LA PRESSE INC., COOPÉRATIVE NATIONALE DE L'INFORMATION INDÉPENDANTE (CN21) CANADIAN PRESS ENTERPRISES INC., MÉDIAQMI INC. AND GROUPE TVA INC. v. HIS MAJESTY THE KING AND NAMED PERSON

-and between-

ATTORNEY GENERAL OF QUEBEC v. HIS MAJESTY THE KING AND NAMED PERSON

-and-

CANADIAN BROADCASTING CORPORATION/SOCIÉTÉ RADIO-CANADA, LA PRESSE INC., COOPÉRATIVE NATIONALE DE L'INFORMATION INDÉPENDANTE (CN21), CANADIAN PRESS ENTERPRISES INC., MEDIAQMI INC., GROUPE TVA INC. AND LUCIE RONDEAU, IN HER CAPACITY AS CHIEF JUSTICE OF THE COURT OF QUÉBEC
(Que.) (40371)

LE JUGE EN CHEF :

À LA SUITE DE LA DEMANDE présentée par la Criminal Lawyers' Association (Ontario) en vue d'obtenir la prorogation du délai de signification et de dépôt de sa requête en autorisation d'intervention et en vue d'obtenir la permission d'intervenir dans ces appels;

THE CHIEF JUSTICE:

UPON APPLICATION by the Criminal Lawyers' Association (Ontario) for an order extending the time to serve and file their motion for leave to intervene and for leave to intervene in the above appeals;

ET APRÈS EXAMEN des documents déposés;

IL EST ORDONNÉ CE QUI SUIT :

La requête en prorogation du délai est accueillie.

La requête en autorisation d'intervenir est accueillie et l'intervenante pourra signifier et déposer un mémoire d'au plus dix (10) pages et un recueil de sources, le cas échéant, au plus tard le 13 septembre 2023.

L'intervenante aura le droit de présenter une plaidoirie orale d'au plus cinq (5) minutes lors de l'audition de l'appel.

L'intervenante n'a pas le droit de soulever de nouvelles questions, de produire d'autres éléments de preuve ni de compléter de quelque autre façon le dossier des parties.

Conformément à l'alinéa 59(1)a) des *Règles de la Cour suprême du Canada*, l'intervenante paiera aux appellants et aux intimés tous débours supplémentaires résultant de son intervention.

AND THE MATERIAL FILED having been read;

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

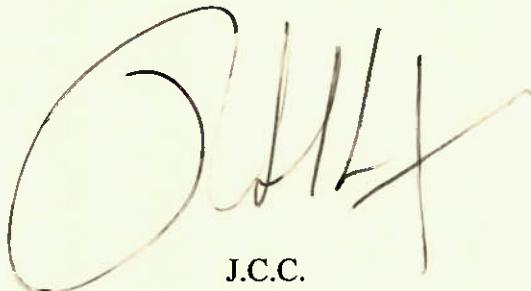
The motion for an extension of time is granted.

The motion for leave to intervene is granted and the intervenor shall be entitled to serve and file a factum not to exceed ten (10) pages in length and a book of authorities, if any, on or before September 13, 2023

The intervener is granted permission to present oral argument not exceeding five (5) minutes at the hearing of the appeal.

The intervener is not entitled to raise new issues or to adduce further evidence or otherwise to supplement the record of the parties.

Pursuant to Rule 59(1)(a) of the *Rules of the Supreme Court of Canada*, the intervener shall pay to the appellants and the respondents any additional disbursements resulting from its intervention.



A handwritten signature consisting of stylized initials "J.C.C." and "C.J.C." positioned below the signature line.